

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 158. — 20 juillet 1963

## DROIT DE GREVE: Vives réactions contre les projets du Gouvernement



(Agip.)

Une journée de manifestations a été organisée en signe de protestation contre le projet de loi réglementant le droit de grève dans les services publics qui est entré en discussion à l'Assemblée nationale mardi.

Les ouvriers des usines Renault ont notamment tenu un meeting à Billancourt (photo ci-dessus). D'autres débrayages devaient avoir lieu dans le secteur public : E.d.F., P. et T., radio, S.N.C.F., métro-bus, etc.

De nouvelles méthodes de lutte devront être envisagées par les syndicats qui malgré la période des vacances réagissent vigoureusement

(Lire page 2)

CLAUDE BOURDET :

**Les 2 rendez-vous**

(Page 3)

• **LIMOGES :**  
Unité d'action à l'Arsenal.

• **BOBIGNY :**  
Le patronat veut diviser tous les travailleurs (page 2)

**MOSCOU :**

**Nouvel épisode de guerre et paix**

(Lire page 4)

Chronique scientifique :

**COMPRENEZ MIEUX**

**VOTRE DESTIN**

**« d'HOMO SAPIENS »**

(p. 6, les notes des lecteurs de J. BERGEAL).



# LA BATAILLE POUR LE DROIT DE GRÈVE

**A** l'heure où ce journal paraîtra le projet gouvernemental de réglementation du droit de grève sera en discussion devant l'Assemblée nationale où il a été adopté dans les commissions par une majorité d'U.N.R. et indépendants contre les socialistes et les communistes, les représentants du Centre démocratique s'abstenant. Un amendement apporté au projet stipule que « le préavis est normalement précédé d'une négociation ». Rappelons que le projet entend généraliser à l'ensemble du secteur

public certaines mesures de limitation du droit de grève qui existaient déjà à la S.N.C.F. (préavis de cinq jours) et chez les fonctionnaires (retenue d'une journée de salaires pour une grève portant sur une fraction de journée). En cas de violation de cette loi antigreve, des sanctions réglementaires sont prévues.

Au moins 2.500.000 salariés — un quart des salariés — sont concernés par ces mesures, mais le champ d'application peut être plus étendu du fait qu'elles s'appliquent en

principe à toutes les entreprises ayant le caractère de service public.

En cas d'adoption de cette loi les grèves seront peut-être moins fréquentes mais elles risquent d'être plus longues et plus dures. En tout cas ce n'est pas la réglementation du droit de grève qui diminuera le malaise qui règne dans le secteur public durement touché par l'insuffisance des salaires et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Malgré les difficultés résultant

des congés payés, les syndicats réagissent vivement. C'est ainsi que de nombreux débrayages ont eu lieu le 11 juillet dans le secteur public et dans le secteur privé; ils seront plus nombreux encore et seront plus importants le 17 juillet et seront souvent effectués dans l'unité. A noter que la C.G.T. et F.O. se sont prononcées contre l'organisation d'une grande manifestation de protestation à Paris qui leur était proposée par la C.F.T.C.

Maurice Combes

## LIMOGES : INQUIÉTUDES SUR L'ACTIVITÉ FUTURE DE L'ARSENAL

(De notre correspondant particulier à Limoges, A. BUISSON)

**L**e personnel de l'arsenal de Limoges est en effervescence. Depuis plusieurs semaines, les trois syndicats ont des contacts quotidiens. Ils décident et mènent leurs actions en commun. Les trois fédérations ont envoyé des délégués qui, ont tous eu une rencontre avec les trois sections syndicales réunies. Et, pour la première fois depuis plus de seize ans, le personnel a quasi unanimement répondu à un ordre de grève de 24 heures.

D'où vient ce comportement nouveau ?

Les syndicats ont appris incidemment que des négociations étaient engagées entre le ministère des Armées et la S.A.V.I.E.M. en vue de la cession de l'arsenal de Limoges à cette société. Les démarches entreprises, avec l'appui du personnel, devaient aboutir à la confirmation des tractations.

La cession signifierait pour le personnel :

- la perte des droits acquis ;
- l'insécurité de l'emploi ;
- une baisse du pouvoir d'achat dans le cadre d'une politique de régionalisation des salaires.

Deux arguments sont avancés pour justifier les plans ministériels :

1°) il est difficile de garantir à long terme le chargement en commandes militaires de l'arsenal de Limoges ;

2°) la S.A.V.I.E.M. est susceptible d'augmenter les effectifs de l'établissement de l'arsenal et donc de contribuer à l'expansion économique de la région.

Le premier argument ne tient pas face au volume des productions à caractère militaire, et à de récents propos du ministre qui avait récemment déclaré dans une lettre que les programmes à venir permettraient d'effacer toute crainte pour le chargement de l'usine. Mais les groupes financiers s'intéressent aux bénéfices que peuvent procurer ces fabrications. L'opération Limoges s'inscrit dans un plan de liquidation des arsenaux. Désormais, les moteurs des chars et de véhicules militaires seraient confiés aussi au secteur privé.

Le deuxième argument est aussi une couverture servant à voiler les véritables intentions des instigateurs de la cession. Sinon, la S.A.V.I.E.M. pourrait créer une usine à Limoges qui offrirait effectivement des emplois nouveaux; l'arsenal poursuivant son activité dans les fabrications militaires qui, hélas ! ne sont pas en voie de disparition. Mais la S.A.V.I.E.M. ne veut pas payer cher la création d'un établissement qui n'est peut-être que provisoire ? C'est une entreprise de matériel lourd. Elle est liée à Renault et son opération, parallèlement à la liquidation de l'établissement d'Etat, vise une compétition dans le cadre du Marché commun.

Aujourd'hui, la S.A.V.I.E.M. tente sa chance en décentralisant ses usines dans la région parisienne, qui produisent 15 p. 100 trop cher, pour affronter la concurrence internationale. Demain, nous assisterons à des fusions, à des disparitions lorsque sonnera l'heure des gagnants et des perdants.

Les ouvriers de l'arsenal de Limoges ont raison, dans ces conditions, de manifester des inquiétudes sur l'activité future de l'établissement. Ils ont aussi raison de craindre une diminution de leurs salaires.

C'est pour informer la population de cette situation que les syndicats

tenaient une conférence de presse le samedi 13 juillet. Ils avaient aussi pour objectif de susciter la solidarité des autres professions.

Dans la discussion qui a suivi, le P.S.U. est intervenu pour apporter son appui à un mouvement qui veut garantir le droit au travail de quinze cents personnes. L'orateur a souligné

l'importance du maintien des arsenaux pour soustraire les fabrications militaires aux groupes financiers; cet aspect étant important dans la lutte pour la paix. Il a, de plus, fait un parallèle entre les problèmes des travailleurs de l'arsenal, des mineurs, des paysans. Il s'agit, pour les uns et les autres, de défendre leur droit au

travail face à un système qui crée, développe, déplace ou supprime des activités sans tenir compte du sort des producteurs ni de l'intérêt des consommateurs; seuls, les intérêts particuliers ayant une importance. Il conclut en insistant sur la solidarité qui doit se développer pour assurer à tous le droit au travail, à des conditions de vie décentes, et à la paix; ce qui implique une mise en cause du système politique et une action unie pour parvenir à une solution valable.

## BOBIGNY: le patronat se fait aider par le ministre pour casser le syndicalisme

«**COZETTE ET SES FILS** » (fabrique de meubles) n'aiment pas les syndicalistes. La famille Cozette, qui n'a pas l'habitude d'avoir de scrupules dans le choix des moyens, voulait renvoyer un ouvrier, délégué du personnel et membre du comité d'entreprise.

C'était il y a dix-huit mois. Mais, en mars 1962, l'inspecteur du Travail, après enquête, refusait l'autorisation de licencier. Quelques mois plus tard, Cozette revenait à la charge. Le tribunal des prud'hommes de la Seine venait de condamner les établissements à payer les jours de mise à pied infligés à ce délégué gênant. En décembre 1962, nouveau refus de l'inspecteur du Travail, confirmé par l'inspecteur divisionnaire.

Mais ce que Cozette veut, le ministre le veut aussi. Le patron et le gaulliste de gauche cherchent à se débarrasser des syndicats.

Un recours hiérarchique est introduit en février 1963 et, le 19 juin, par une lettre du directeur du cabinet ministériel, l'arbitrage de l'inspection du Travail est désavoué, et annule le refus de licencier M. Protat (treize ans de maison).

Pendant plusieurs jours, la famille Cozette savoure secrètement son succès: c'est seulement le 2 juillet 1963 que l'intéressé est averti que le ministre l'a mis à la porte.

Coincidence ! C'est aussi ce 2 juillet que se déroulent les élections des délégués du personnel (Protat est réélu).

Dans le même temps, déclarant qu'il réorganise sa production, et quoique les horaires hebdomadaires oscillent entre 42 h. 30 et 60 heures, Cozette congédie sept travailleurs ayant de trois à trente ans d'ancienneté, parmi lesquels se trouvent deux délégués. Le lendemain, la direction embauche quatre nouveaux ouvriers.

Les établissements Cozette ne sont pas des débutants dans la répression antisyndicale. Vers 1952, un syndicat avait été liquidé par renvoi de délégués. Ce patron de droit divin a cru que le procédé réussirait toujours: ayant échoué dans un essai de syndicat maison, lancé après la création de l'actuelle section C.G.T., il met à la porte quatre délégués — fin 1958 et début 1959. Mais, à l'époque, le ministre du Travail (Bacon), sollicité

n'avait pas marché dans la combine (se contentant de ne pas répondre). Et l'affaire suit toujours son cours devant la justice.

Pour le fabricant de meubles, les enjeux sont gros, car, si depuis quatre ans, sa production a triplé, la masse des salaires est restée la même.

Les travailleurs vivent aujourd'hui sous le règne du chronométré tout-puissant qui établit les temps d'après des normes qu'aucun travailleur de l'entreprise ne connaît. Le syndicat ouvrier demande depuis des années qu'une commission paritaire discute et établisse les temps de travail et les salaires.

L'imprécision étant au service de la direction qui cherche à diviser les travailleurs et se sert de ses références très personnelles pour attaquer les ouvriers qui lui déplaisent, cette commission n'a jamais été formée.

Pour défendre son délégué, le personnel des établissements Cozette a signé des pétitions, a écrit au ministre. Les Unions locales C.G.T. et C.F.T.C. ont organisé une rencontre des organisations syndicales, politiques et familiales de Bobigny, qui ont décidé ensemble d'informer la population.

Une délégation a été chargée de porter au ministre du Travail la demande de réviser sa décision, prise à la suite d'une « enquête complémentaire » au cours de laquelle le personnel et ses délégués n'ont pas été consultés, ni même avisés.

Au ministère, c'est un conseiller technique qui a été chargé de recevoir la délégation le 11 juillet. Seuls ont été admis, ou ont réussi à être reçus, le député et le conseiller général de la circonscription (MM. Nilles et Valbon), le secrétaire du syndicat C.G.T. de Cozette, et le secrétaire de la section locale du P.S.U. Les travailleurs de l'entreprise ont dû attendre dehors, n'ayant pas eu le droit d'écouter les raisons du ministre.

Les raisons de M. Grandval, c'est d'ailleurs beaucoup dire ! Le conseiller a plusieurs fois déclaré qu'on ne revient pas sur une décision prise par le ministre, et qu'il refusait de faire connaître les arguments pris en considération (c'est un secret !).

Les ouvriers et ouvrières de chez Cozette qui ont participé à cette délégation ont, le lendemain 12 juillet,

reçu une lettre d'avertissement de la direction. La botte du marchand de meubles n'est pas fatiguée !

L'année sociale, annoncée à grands titres dans la presse bourgeoise et sur les ondes de la R.T.F., aura été celle :

— où le chef de l'Etat signe lui-même le décret de réquisition des mineurs ;

— où ses grands valets préparent une loi antigreve, sortie au moment psychologique des départs en vacances ;

— où le ministre du Travail intervient personnellement contre l'avis de ses représentants régionaux pour aider un patron à se débarrasser d'un militant syndical.

Le cas des travailleurs de Cozette, pour aussi voyant et scandaleux qu'il soit, n'est pas un phénomène isolé.

D'autres entreprises de Bobigny pénalisent, par des licenciements, les délégués syndicaux (récemment, au Bronze Industriel et aux Machines Bull).

Les syndicats et les partis politiques de gauche doivent ensemble trouver les moyens efficaces de s'opposer à l'offensive des patrons et du gouvernement qui travaillent à la destruction progressive des libertés syndicales et des droits conquis dans les luttes ouvrières.

Notre section du Parti Socialiste Unifié a proposé que, par des consultations fréquentes et des échanges d'informations et de points de vue entre syndicats et partis de gauche, l'habitude soit prise d'aborder les problèmes dans l'unité, et d'entreprendre des actions communes pour opposer à l'arbitraire patronal et gouvernemental une résistance qui, par ses manifestations permanentes et solidaires, redonnera courage aux travailleurs déçus par les échecs répétés de la gauche depuis 1946.

Ces batailles et ce travail communs favoriseront le rapprochement des diverses organisations de la gauche, permettront de préciser et de coordonner leurs programmes.

Alors les travailleurs (employés, ouvriers, techniciens, fonctionnaires, paysans) sauront dire et obtenir ce qu'ils veulent dans le domaine des institutions politiques et sociales de notre pays.



# Les deux rendez-vous

**L**E 14 juillet à Paris, une revue silencieuse et terne, même pas égayée par les flonflons musicaux d'autrefois, présentait au général de Gaulle hautement satisfait ce que la presse officielle et officieuse a qualifié avec son optimisme habituel comme « l'armée de demain » : soit, quelques unités venant d'un passé tristement récent (légionnaires, parachutistes, etc.), quelques chars prototypes, qui commencent à peine à sortir en série, et de vieux chars américains repeints pour la circonstance. Au-dessus des têtes des Parisiens, passaient des escadrilles d'avions démodés, destinés à être prochainement remplacés par d'autres qui seront démodés quand ils entreront en service. Mais, nous dit la presse, ce sont les « premiers éléments d'un corps de bataille » destiné à « évoluer en atmosphère atomique ». Et, grâce à ces phrases, toujours faciles à manier, et qui ne coûtent que la salive pour les prononcer et l'encre pour les imprimer, le chef de l'Etat, sa presse, et le bon public qui croit encore ce qu'on lui dit, ont l'impression d'avoir pris rendez-vous avec l'avenir.

En réalité, c'était un rendez-vous avec le passé. Un rendez-vous avec les rêves de grandeur militaire dont de Gaulle est incapable de se détacher; avec toute une conception de la diplomatie dont notre pays n'a plus, à l'ère des colosses mondiaux, ni les bases économiques, ni les bases stratégiques. Dans les tribunes et dans la foule, me dit-on, les correspondants de la presse étrangère souriaient ou hochaient tristement la tête, suivant leur tempérament. Mais si le public parisien qui assistait, sans grand enthousiasme d'ailleurs, à cette médiocre revue, avait réfléchi aux sommes colossales que nous coûtent la mascarade de la force de frappe, dont ces unités terrestres et aériennes représentaient, paraît-il, l'échelon avancé, ce ne sont pas des sourires mais de nombreux sifflets qui auraient accueilli la « revue ».

Le véritable rendez-vous avec l'avenir avait lieu dès le lendemain, à Moscou. Mais à ce rendez-vous, la France gaulliste était absente. Qu'irait-elle y faire? Il

s'agit d'essayer de mettre enfin en route le désarmement atomique et classique, en commençant par un traité sur l'arrêt des expériences nucléaires. Or de Gaulle, qui est l'un des responsables principaux de la rupture du moratoire atomique a tout fait depuis plusieurs années pour saboter tout accord Est-Ouest; rappelons seulement le retard imposé par lui à la Conférence de Paris, en 1961, retard qui fut, à cause de l'affaire de « l'U-2 » survenue entre temps, la cause de l'échec de la conférence; le soutien accordé à Adenauer contre le projet américain « modéré » relatif à Berlin, qui obligea les Etats-Unis à retirer ce projet; le refus de participer aux travaux de la Commission des « 18 » à Genève sur le désarmement; l'annonce que « quels que soient les accords internationaux la France poursuivrait ses expériences atomiques »; l'accord bilatéral franco-allemand et ses clauses militaires secrètes.

Ces jours derniers, à Washington, on annonçait que de Gaulle avait offert aux Allemands de participer à son effort atomique; cela fait des mois que ce bruit court avec insistance dans les milieux diplomatiques. On peut dire sans exagérer que tout ce qui peut être fait pour empêcher un accord quelconque entre l'Est et l'Ouest, tout ce qui peut être fait pour fortifier tous ceux qui à l'Est et à l'Ouest, ne croient pas au désarmement et à la détente, ou, plus cyniquement veulent les empêcher. Tout cela, la France gaulliste le fait. Oui, qu'irait-elle faire à Moscou?

La conférence de Moscou réussira-t-elle? C'est une autre question. Et nous savons bien qu'une certaine gauche maoïste et désabusée hausse les épaules comme le font les gaullistes, et s'attend d'avance à l'échec, afin de prouver son « réalisme ». Bien sûr, il ne faut pas se laisser aller à de fols espoirs. Mais il faut souligner aussi que le véritable réalisme, au cours de toute l'histoire, et spécialement au cours d'une période aussi incertaine, aussi dangereuse pour toute l'humanité que celle où nous vivons, a toujours consisté et consiste toujours à donner des chances à la paix et à ne pas ménager ses efforts pour elle; à recom-

mencer même une centième fois si on a été déçu quatre-vingt-dix-neuf fois.

Or, il semble bien que cette fois-ci, malgré de Gaulle (et les Chinois), la paix peut faire quelques progrès à Moscou. Comme l'écrivait ces jours derniers un diplomate anglais dans l'hebdomadaire libéral américain « The Nation » : « Il paraît y avoir un accord tacite entre les E.-U. et l'U.R.S.S., à savoir, que la condition préalable de toute détente est reconvenue comme la suivante : pas de changement du « statu quo » militaire à Berlin-Ouest; pas d'armes atomiques pour l'Allemagne de l'Ouest. » Or, le sens profond du voyage en Europe de Kennedy était bien celui-là : faire renoncer les Allemands à toute participation à la force atomique gaulliste; en même temps, repousser, au moins pour un certain temps, la réalisation de la force de frappe multilatérale à laquelle Kennedy a imprudemment ouvert la voie pour détacher les Allemands des projets gaullistes : cette force multilatérale devant aider elle aussi nécessairement l'Allemagne de l'Ouest à « mettre le pied à l'étrier » en matière atomique.

Avec l'aide des Anglais, et malgré les tentatives gaullistes, ces résultats paraissent avoir été obtenus; le dépit visible des porte-parole gaullistes, dépit allant jusqu'à l'insolence, la satisfaction discrète montrée par les Soviétiques, la véhémence des Chinois, et l'aggravation des relations sino-soviétiques, tout montre que la conférence de Moscou démarre sous de bons auspices. Nous n'avons pas à nous occuper des Chinois, qui, au surplus, sont capables, avec leur pragmatisme héréditaire, de s'adapter à la nouvelle situation (si la détente intervient vraiment), avec une rapidité qui étonnera leurs partisans occidentaux! Mais nous avons à dénoncer sans relâche l'attitude imbécile du régime gaulliste, qui aura réussi non seulement à gâcher le rôle médiateur qui aurait pu être celui de la France, mais même à manquer cette occasion classique de « grandeur » au sens le plus traditionnel : la participation aux décisions collectives qui font l'histoire. Vraiment, un rendez-vous manqué...

Claude Bourdet.

## Communiqué du Bureau national du P.S.U.

Le gouvernement ne peut plus cacher l'opposition croissante dans le pays à sa politique économique, sociale et internationale. Il veut briser successivement toutes les forces qui défendent les intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui, le pouvoir gaulliste veut faire voter par le Parlement une loi antigrève qui porte une grave atteinte aux libertés syndicales inséparables de toute notion de démocratie.

Le P.S.U. assure les organisations syndicales de son entière solidarité et de son soutien sans réserve dans les luttes unitaires qu'elles engagent pour sauvegarder le droit de grève.

Seule l'action unie des travailleurs permettra de s'opposer victorieusement aux atteintes aux libertés démocratiques que le pouvoir est décidé à multiplier.

## EN SURVOLANT LE MONDE...

**O**N reparle ces temps-ci de transporter nos distingués savants et essayeurs atomiques vers des lieux plus cléments. Les pays de la Communauté et de l'Algérie ayant clairement fait comprendre à notre gouvernement que le sable du Sahara était interdit aux pétards de toutes sortes, nos ministres ont donc pensé aux îles du Pacifique et plus spécialement aux Gambier.

A 15.000 km de Paris on va donc construire avec notre bon argent (on vient de diminuer de 10 millions le budget de l'Education nationale), un terrain d'aviation, une centrale électrique et tout ce qu'il faut pour loger le nombreux personnel qui se charge des explosions tricolores et atomiques, délices de notre Président. Cela donne à réfléchir, au moment où à Moscou, la conférence du désarmement s'ouvre sous les meilleurs auspices, au moment où, mis à part quelques petits chefs d'Etats fanatiques, le monde

## Une île au soleil

prend conscience de l'imbécillité des explosions atomiques, le gouvernement français est en train d'aménager un champ d'essais nucléaires.

La force de frappe que nos gouvernants essayent de nous imposer, même en faisant abstraction de tout sentiment humain et en se plaçant du simple point de vue militaire cette force de frappe semble ridicule et inutile. Nous possédons actuellement 4 ou 5 bombes A, modèle 1945. Pour les transporter, quelques « Mirage » qui n'ont jamais si bien porté leur nom.

Avec les formidables moyens de détection et de destruction dont disposent les Russes et les Américains qui croyons-nous effrayer? Sans fusées pour les transporter, nos petites bombes suffisent, dit notre gouvernement, à dissuader nos ennemis. Quand on sait que les barrières de D.C.A. qui entourent l'U.R.S.S. par exemple sont capables d'abattre 90 pour 100 des avions qui voudraient passer, quand

on sait que deux minutes après son envol un avion partant du territoire français est détecté et identifié à Moscou, on ne peut que rire des prétentions du Général. Les militaires français nous disaient il y a un mois encore : « Jamais les Américains ne nous lâcheront, notre force de frappe ne sera pas seule dans une éventuelle bagarre. »

Pensent-ils toujours la même chose au moment où s'ouvre cette conférence de Moscou pleine de promesses? Contre trois puissances atomiques résolues à se limiter elles-mêmes, que pensent nos stratèges militaires, où les mènent leur folles idées de grandeur?

Quand on pense qu'avec les dépenses engagées dans cette affaire tous les jeunes Français pourraient devenir bacheliers, on se demande jusqu'à quand nous supporterons la mégalo-manie du vieil homme.

M. J.



## LE MALAISE ALGÉRIEN

LES récentes arrestations d'hommes qui avaient participé aux luttes du F.L.N., l'éviction de Mohamed Khider, la conférence de presse d'Aït Ahmed, la déclaration de Belkacem Krim au « Monde » du 12 juillet, indiquent incontestablement que l'Algérie, au moment même où elle vient de célébrer le premier anniversaire de son indépendance, voit se manifester de dangereuses tensions internes. On peut se demander si nous n'assisterons pas, au cours de l'été 1963, à une crise nouvelle, peut-être plus grave que celle de l'été 1962.

Nous ne pouvons, en l'état de nos informations, rien faire d'autre qu'exprimer nos inquiétudes et nous poser des questions.

Précisons d'abord, pour éviter toute interprétation erronée, que nous entendons éviter de porter un jugement catégorique sur la nature et sur l'origine de ces difficultés. On ne doit jamais oublier, lorsqu'on parle de l'Algérie d'aujourd'hui, la situation laissée aux hommes chargés des responsabilités du pouvoir. Le pays a été ravagé par sept années de guerre. Les pertes matérielles et humaines ont été considérables. Tous les rouages administratifs, déjà disloqués par la durée du conflit, ont été encore plus désorganisés par la brusque mutation du passage à l'indépendance. L'action de l'O.A.S., qui a pu durer en raison de la lenteur des pourparlers d'Evian, a encore aggravé la situation. Il était inévitable que les hommes placés à la tête de l'Algérie indépendante, quels qu'ils fussent et quelles que soient leurs méthodes de gouvernement, se trouvent en présence d'immenses difficultés : on leur avait laissé en héritage une situation, en particulier une situation économique, de nature à susciter et à entretenir de multiples mécontentements, offrant à des oppositions de toute nature des armes dans leur lutte contre les premiers gouvernants.

Cependant, sans oublier aucune de ces considérations, on ne peut qu'éprouver une vive inquiétude à la suite des événements que nous avons rappelés plus haut. Que le gouvernement se heurte à de vives oppositions, qu'il soit contraint contre elles à une lutte dure, il n'y a là rien d'inattendu. Mais ce qui provoque une douloureuse surprise, c'est à la fois qu'il voit se dresser contre lui des hommes qui ont pris courageusement leur part de responsabilités et de risques dans la lutte pour l'indépendance.

L'arrestation de Boudiaf, en particulier, oblige à poser un certain nombre de questions. Pourquoi la presse et la radio algériennes ont-elles fait le black-out pendant plusieurs jours sur cette affaire ? Pourquoi n'a-t-on encore donné aucune précision, ni sur les conditions exactes dans lesquelles ces arrestations ont été opérées, ni sur le lieu où Boudiaf, Allouache, Ben Sounès et Kebaili sont détenus ? Comment n'est-il pas possible d'apporter plus de précisions aux accusations formulées contre eux de « complot contre la sûreté de l'Etat » ? Pourquoi Ben Bella s'est-il borné à déclarer, dans son discours pour le premier anniversaire de l'indépendance : « Nous avons des preuves, des documents sur l'aide demandée ces jours derniers à l'étranger par certains éléments pour faire tomber notre gouvernement » ?

Dans le même discours Ben Bella a annoncé que, l'Assemblée constituante arrivant au terme de son mandat, de nouvelles élections auraient lieu au mois de septembre. Le meilleur moyen pour éviter que d'ici là n'éclate une crise grave et que le climat ne se détériore encore, c'est, pour le gouvernement algérien, de tout faire pour dissiper toute confusion et tout malaise.

P. L.

# LES DEUX "K" : La paix atomique peut être pour demain

DANS cette capitale, qui fut longtemps celle du communisme mondial et qui n'est plus que la métropole de l'empire communiste d'Occident, M. Khrouchtchev a choisi de serrer la main de M. Harriman et Hailshman, mais s'est abstenu de rencontrer M. Teng Hsiao-Ping. Il est vrai qu'en une semaine les relations sino-soviétiques se sont détériorées de telle manière que les Chinois à Moscou sont considérés comme des ennemis bien plus redoutables que les Occidentaux. Le schisme est donc consommé.

La Pravda, dans son édition du 14 juillet, a appris à l'opinion russe que les Chinois, amis de longue date et compagnons de route dans l'édition du communisme, étaient devenus des racistes, militaristes à tout crin, égoïstes, pourvoyeurs de subsides aux « renégats », entendez par là les différents groupements trotskystes qui ne cachent pas leur sympathie au socialisme de Mao plus pur que ce petit bourgeois de Nikita.

L'énorme machine est en route, comme en 1948 avec la Yougoslavie ou en 1961 avec l'Albanie, nous allons assister à un torrent de textes, à un torrent d'injures, de révélations inédites et, comme la Chine est de taille à se défendre, nous risquons fort de découvrir que le monolithisme communiste, qui faisait si peur aux Occidentaux, n'était, après tout, pas si terrible et que les querelles idéologiques ne datent pas d'hier.

La Pravda, au début de son énorme article de quarante mille mots, note d'un ton détaché que « pendant plusieurs années les relations entre les deux partis ont été bonnes » sans plus. Cela cache bien des choses.

Ce texte d'attaque est riche en surprises. « D'après la façon des Chinois, quand le peuple travaille en sandales de paille et mange une soupe à l'eau tirée d'une soupière commune, cela

s'appelle du communisme, et quand un travailleur vit bien et veut même vivre encore mieux demain, cela s'appelle la restauration du capitalisme ou presque. »

Défense du confort, thèse nouvelle dans la bouche d'un Soviétique. L'histoire a des accélérations prodigieuses qui, parfois, ne laissent pas le temps de saisir l'exacte portée des événements. Cette rupture, où mène-t-elle le monde socialiste, où nous mène-t-elle ?

On disait que le souhait secret de M. Khrouchtchev, avant de quitter le pouvoir, était de parvenir à un accord avec les Occidentaux sur le désarmement. A-t-il sacrifié la moitié du monde communiste à ce rêve ? Il est un fait que l'accord qui doit sortir de cette conférence des trois puissances atomiques doit être positif. Le monde l'attend. Pour la pre-

mière fois, l'espoir d'une paix durable est en vue. On dit que Kennedy et Khrouchtchev sont prêts à tout pour réaliser la paix atomique. Ils ont tous deux, à l'intérieur de leur camp, des empêcheurs de tourner en rond.

Kennedy réagira-t-il contre ses « Chinois » avec la même vigueur que le Premier soviétique ? La folle politique atomique gaulliste, qui nous ravale au rang d'un Nasser, ne pourra-t-elle pas empêcher cet accord ?

Il faut espérer que la voix de la sagesse dominera la conférence de Moscou. Il faut l'espérer et travailler à la réussite. La situation internationale, malgré cette tempête venue d'Asie, a tendance à s'éclaircir. Le printemps est à la porte. Saurons-nous l'accueillir ?

Michel Joch.

## Stage de formation accélérée d'infirmiers EN ALGÉRIE

A l'initiative de l'U. N. E. F., de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens et sous l'égide de l'Association Amitié et Solidarité Franco-Algérienne (A.S.F.A.), un cours de formation accéléré de responsables sanitaires ruraux vient de commencer dans la région d'Alger.

Ce stage se déroule dans une ferme d'auto-gestion, il est réservé à des ouvriers agricoles du secteur d'auto-gestion qui doivent ensuite retourner dans leur fermes collectives d'origine, dont ils seront les responsables sanitaires.

Pour un bon déroulement de ce stage les organisateurs demandent encore :

- 1) Un soutien financier ;
- 2) Quelques moniteurs (étudiants en médecine, pharmacie, dentaire, infirmiers, assistants sociales, etc.), surtout à partir du 15 septembre et pour une période de trois semaines.

Dans les deux cas, envoyez vos réponses à l'A.G.E.M.P., 26, rue du faubourg-St-Jacques, Paris (14<sup>e</sup>). Mention : Stage en Algérie).

## LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Michel Debré regrette le soleil de la Réunion



Sous le ciel de La Réunion, il n'y a pas de grèves de métro et les paysans sont tranquilles...

Jean Charlet



# CONVERSATION AVEC PIERRE BROUÉ AUTEUR DU "PARI BOLCHEVIQUE"

Les problèmes  
étudiants

NOTRE camarade Pierre Broué, auteur, avec Emile Témime, de cette étude magistrale, « La Révolution et la Guerre d'Espagne », vient de faire paraître, toujours aux Editions de Minuit, « Le Parti bolchevique ».

Partagé en vingt chapitres (624 pages), « Le Parti bolchevique » part d'une analyse de la Russie tsariste, dresse un état des idées bolcheviques avant la Révolution, du parti, de sa nature, de ses problèmes avant et durant 1905. Un chapitre passionnant revient sur la paix de Brest-Litovsk qui marque la différence d'appréciation de la tactique à suivre pour Lénine, pour Trotsky, différence qui servira plus tard aux stalinien à démontrer leurs divergences, donc les « déviations » de Trotsky. Avec « la guerre civile et le communisme de guerre », Broué souligne la naissance de l'appareil du parti, duquel sortira la bureaucratie. C'est après le X<sup>e</sup> congrès qu'il situe le durcissement de l'appareil. L'échec de la révolution allemande précipite la lutte des tendances et la discussion sur le cours nouveau. Les chapitres qui suivent exposent le jeu subtil dont Staline usera pour éliminer les uns après les autres les leaders de la Révolution, avec l'appui des uns contre les autres. Broué, qui suit jusqu'à Khrouchtchev ce qu'il nomme « le parti de la bureaucratie », montre les limites objectives de la « déstalinisation » condamnée pour se survivre à ne pas dépasser un certain seuil.

## Le mythe bolchevique

« Encore que vous doutez du but recherché avec la déstalinisation, c'est elle qui m'a, d'une certaine façon, permis d'écrire ce livre. »

— D'une certaine façon. Depuis quatre, cinq ans, l'on dispose de textes nouveaux, de précisions indiscutables. Jusque là nous possédions des informations, mais elles étaient sujettes à caution, dans la mesure même où ce que nous disions du stalinisme apparaissait pour certains sujet à caution. Les déclarations de Khrouchtchev, la publication de documents ont fait des brèches dans des affaires qui, ayant été jugées autrefois publiquement, apparaissent comme des actes politiques.

— Qu'est-ce qui vous a poussé à choisir cette période plutôt qu'une autre pour écrire sur ce sujet ? Pourquoi le parti bolchevique aujourd'hui ?

— Cela revient à poser la question : pourquoi le socialisme ? Je pense qu'aujourd'hui plus que jamais le socialisme doit être notre préoccupation. Pour ce qui concerne le parti bolchevique : il s'agissait de revenir pour le transformer sur l'idée que les gens se font de lui, de détruire le mythe du parti monolithique, qui n'a jamais existé... sauf sous Staline. De montrer à quel point le « léninisme » conçu comme un dogme est étranger à l'enseignement de Lénine : ainsi ceux, qu'ils soient adversaires ou apologistes de Lénine, qui font de lui le partisan systématique de la scission, ne peuvent expliquer ses efforts pour l'« unité » entre 1907 et 1912, la sympathie qu'il manifeste aux idées défendues dans le P.C.A. allemand par Paul Lévi, qui pense qu'on ne doit pas opérer de scission quand la classe ouvrière est en recul...

## Un accident de l'histoire

— Mais la naissance du stalinisme n'apparaît-elle pas autre chose qu'un accident de l'histoire ? Une menace permanente sur tout mouvement révolutionnaire quel qu'il soit. Sans Staline le mouvement révolutionnaire ne court-il pas le risque de toujours retrouver un Staline ?

— Les conditions du stalinisme existent avant que Staline ne s'empare du pouvoir. Elles sont embryonnaires avec la naissance de l'appareil du parti, avec l'existence de bureaucrates professionnels. La bureaucratie se manifeste avant, pendant, après la Révolution. Ceux qui créeront la bureaucratie étaient avant qu'elle n'apparaisse les facteurs des conditions dans lesquelles elle se développera. Pour reprendre la formule de Trotsky, « toute révolution amène forcément une déception : les réalisations immédiates ne sont jamais à la mesure des rêves caressés ». La dé-

ception amène un reflux qui laisse aux bureaucraties une place qu'ils s'emploient à occuper.

Au X<sup>e</sup> congrès, il y a la fameuse résolution sur l'interdiction des fractions, proposée par Lénine. Mais, aux yeux des bolcheviks de l'époque, elle n'était que le complément de la résolution principale, celle que Boukharine avait présentée, au nom du C.C. unanime, sur la démocratie ouvrière : élection et révocation des responsables ; retour à l'usine, à l'atelier, des « permanents ». C'est à partir de 1923 que les éléments de bureaucratisme se transforment en une bureaucratie : la quantité se change en qualité. Déjà, auparavant, l'appareil, par sa propre logique, s'y était employé : il n'a pas appliqué la résolution du X<sup>e</sup> congrès sur la démocratie ouvrière, mais a fait de l'interdiction des fractions « la loi et les prophètes ».

— Revenons à la question fondamentale de la démocratie intérieure du parti, de la lutte contre la bureaucratie.

## Le centralisme démocratique

Les désaccords à l'intérieur d'un parti socialiste sont inévitables, à moins que n'en fassent partie, comme disait Lénine, que des « imbéciles disciplinés ». Suivant les circonstances, l'ampleur des problèmes, les liens entre dirigeants, ils peuvent aller très loin — et dans les cas extrêmes, sans doute, se régler par la violence physique. L'attitude constante de Lénine est que ces désaccords, tranchés — provisoirement — par une décision de la majorité appliquée par tous — c'est le centralisme démocratique — sont en définitive tranchés par les événements eux-mêmes. Ainsi Zinoviev et Kamenev sont hostiles à la prise du pouvoir : le conflit est public et violent, mais en fait réglé par la prise du pouvoir. Ainsi la discussion sur Brest-Litovsk : Boukharine et ses amis parlent d'un compromis qui conduirait à abandonner la révolution européenne. Lénine parle de répit. Quelques mois après, la question est d'elle-même résolue dans le sens de la majorité : il est clair que les dirigeants n'ont pas abandonné la perspective de la révolution européenne comme les en accusaient les « communistes de gauche ». Et ce sont les « communistes de gauche » Boukharine et Prébrazjenski qui rédigeront l'ABC du communisme... Bien entendu, le centralisme démocratique

implique une libre discussion avant la décision, donc le droit de tendances, le contrôle des militants sur l'appareil de service : tout cela Staline le fera disparaître car son règne est celui de l'appareil. A cet égard le parti stalinien né du parti bolchevique est aussi sa négation.

— Il semble que par delà le stalinisme la conscience révolutionnaire se soit maintenue en U.R.S.S. au travers des minorités se réclamant de la fidélité au léninisme. On pourrait en conclure que la révolution devait historiquement passer par une phase stalinienne « utile » pour préserver l'héritage de la Révolution. Bref que les transformations que vous entrevoyez et l'alternative que vous évoquez, la révolution permanente, les conseils ouvriers, ne sont possibles que dans la mesure où précisément le stalinisme a maintenu — dans des conditions atroces sans doute — une partie de l'aécuis. Dons qu'historiquement le stalinisme était l'alternative.

— Je crois qu'à procéder ainsi on inverse la proposition. L'avenir est ouvert malgré le stalinisme, non pas grâce à lui. L'idée révolutionnaire est si forte qu'elle parvient à s'exprimer même dans les pires conditions concentrationnaires. Les problèmes économiques de l'U.R.S.S. aujourd'hui reflètent cette contradiction fondamentale d'une économie planifiée sans contrôle des masses et finalement du conflit entre les forces qui aspirent à une restauration du capitalisme et celles qui poussent au socialisme par la voie, précisément, de la démocratie ouvrière.

L'existence du stalinisme n'en démontre pas l'inévitabilité. Elle indique des dangers. Après elle, certaines décisions — interdiction des fractions, attitude face à Cronstadt — ne peuvent plus être répétées. Pour le reste : « Fais ce que dois, advienne que pourra », comme le disait Trotsky. Le socialisme ou la barbarie, la victoire ou la défaite, il n'y a pas d'autre alternative. Il ne s'agit pas d'être « un peu » révolutionnaire, ou beaucoup, suivant les circonstances, mais de choisir ses objectifs et de se battre en sachant toujours que l'objectif final est le socialisme. L'exemple du parti bolchevique apparaît ici capital.

Emile Copfermann.

## L'U.N.E.F. défend la cogestion

TANDIS que l'organisation rivale de l'U.N.E.F., la F.N.E.F., ravagée par les querelles entre nationalistes et apolitiques, a bien du mal à maintenir son existence, une assemblée générale de l'U.N.E.F. a discuté des problèmes qui intéressent actuellement les étudiants.

L'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer les conditions générales de travail des étudiants. Une action revendicatrice plus dynamique, qui ne soit pas limitée par exemple au problème du logement, a été décidée.

Par ailleurs, l'U.N.E.F. se préoccupe du moyen de mettre en échec les projets du gouvernement visant à abolir la cogestion des œuvres universitaires. L'opinion publique est alertée et une action commune avec les syndicats d'ouvriers et d'enseignants est envisagée sur le thème de la « défense de la représentativité des syndicats ».

Signalons également que l'U.N.E.F. a décidé de reprendre sa place — en tant que membre associé, c'est-à-dire n'ayant pas le droit de vote — à l'U.E.I., l'Union internationale des étudiants (dont le siège est Prague), qu'elle avait quittée en 1950 pour adhérer à la Confédération internationale des Etudiants qui siège à La Haye. Le fait que l'U.E.I., en raison de l'adhésion d'un certain nombre d'associations d'étudiants des pays ex-coloniaux, ne soit plus entièrement dominée par les communistes, a motivé cette décision.

M. C.

## Les problèmes agricoles

## Le gouvernement lâche du lest...

LA mévente des fruits et légumes consécutive à l'abondance et à l'imprévoyance des Pouvoirs publics n'a pas fini de faire couler des flots d'encre et de salive et de susciter des manifestations. Certaines, comme l'envahissement des bureaux des contributions à Cavaillon, où furent répandues des tonnes de légumes, s'apparentent à un certain poujadisme agricole. Le Marché commun est également mis en cause par nombre d'agriculteurs du Midi, tandis que d'autres préfèrent mettre l'accent sur la différence des prix à la production et à la consommation en proposant leurs produits aux automobilistes qui circulent sur les routes. Tel fut notamment le cas des paysans du Gers le 14 juillet.

En Bretagne, des maires et des conseillers municipaux ont démissionné pour protester contre la mévente de la pomme de terre. Peut-être aurait-il mieux valu qu'ils proposent l'achat de tubercules pour les économiquement faibles, comme l'a fait la municipalité de Saint-Brieuc, animée par notre ami Antoinette Mazier.

Cependant le gouvernement continue à lâcher du lest et s'efforce, notamment, de favoriser les exportations de fruits et légumes grâce à l'aide du F.O.R.M.A. (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles). Remboursement d'une partie des frais de transport, déshydratation d'une partie des excédents de pommes de terre transformés en aliments pour le bétail, calibrage des pêches, campagnes publicitaires pour la vente des fruits. Toutes ces mesures ne seront que des palliatifs en l'absence d'une véritable organisation des marchés agricoles.

Quant aux conversations franco-allemandes sur l'harmonisation des prix agricoles, qui intéressent notamment les productions de céréales, elles sont toujours dans l'impasse.

M. C.

## 2 splendides volumes de VICTOR HUGO

### ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du Livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'Édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc..., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire "Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7<sup>e</sup>".

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.

#### CONDITIONS DE FAVEUR (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1<sup>o</sup> Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.  
2<sup>o</sup> les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile. Transport, emballages gratuits. Faculté de retour.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.

Veillez m'adresser  les 2 volumes de Victor Hugo  1 seul volume : Les Œuvres

en 3 mensualités  en 10 mensualités. Je choisis de régler  comptant

Veillez trouver ci-inclus le montant  de ma commande,  de la première mensualité soit ..... frs en un  chèque  chèque postal joint à (Librairie Pilote - C.C.P. 13.905-31)  mandat  Veillez m'adresser votre envoi contre remboursement  de la totalité de ma commande  de la 1<sup>re</sup> mensualité. Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

n° de C.C.P. ou bancaire \_\_\_\_\_



## Nous sommes seulement dans les tous premiers jours de l'aventure humaine

Le plus grand choc spirituel que l'humanité éprouvera depuis sa naissance sera assurément la possession de la première preuve qu'il existe sur une autre planète des êtres vivants. L'événement surviendra dans quelques années tout au plus, puis la possibilité de rechercher et d'obtenir cette preuve est maintenant entre nos mains. Peut-être ces êtres vivants auront-ils quelque analogie avec nous.

L'attente de ces heures de découverte incite les paléontologistes à vouloir percer avec plus de passion que jamais les mystères de notre apparition sur terre. Aussi le livre attachant consacré à notre passé par le professeur Piveteau, l'un de nos plus grands spécialistes en la matière, sous le titre « L'origine de l'homme » (1), vient-il avec bonheur faire le point sur notre propre histoire à tous.

Voilà deux milliards d'années, la vie naissait sur notre globe. Puis vers la fin de l'époque tertiaire ou au début du quaternaire — c'est-à-dire il y a quelque 50 millions d'années —, un rameau étrange poussait soudain sur l'arbre généalogique des singes : le rameau des « hominidés ».

Cette divergence, d'abord grossière, devait conduire aux hommes « réfléchis » que nous sommes, et dont le premier « homo sapiens » vit probablement le jour il y a 1 million d'années. Autant dire que nous sommes, par rapport à l'âge de la vie, sous les tout premiers jours de l'aventure humaine.

La recherche des êtres qui nous ont précédés. Australopitèques, Sinanthropes, Néanderthaliens pour ne citer que ceux là — depuis cette séparation d'avec les singes, ne revêt pas seulement un intérêt scientifique. Elle nous apporte aussi de quoi méditer sur notre rôle actuel et sur notre avenir.

En 200 pages, le professeur Piveteau trace une brillante synthèse de cette longue histoire où nos ancêtres travaillaient, luttèrent et pensèrent avec la vigueur émouvante des enfants prédestinés mais encore trop peu évolués.

Nous y apprenons mille choses en passant. Par exemple que la plupart des hommes fossiles que nous connaissons sont morts de mort violente et non de mort naturelle. Ou bien qu'on peut estimer à 20.000 habitants la population — il y a 20.000 ou 30.000 ans — de ce qui devait s'appeler plus tard la France.

Un livre à lire pour mieux comprendre et pour mieux construire notre destin « d'homo sapiens ».

Jacques Bergeal.

(1) Hachette éditeur.

### Le billet de Jean Binot

#### Les bons sentiments

Le projet sur le droit de grève dans les services publics ayant suscité quelques réserves dont le pouvoir estime qu'elles peuvent porter atteinte à sa réputation, M. Georges Pompidou, soucieux de la sienne, a tenu à faire connaître le motif profond qui inspire ce projet : il s'agit, a déclaré ce travailleur de la fonction ministérielle et bancaire parlant de ceux de la fonction publique, « il s'agit de leur rendre service ».

Une évidence qui avait échappé aux intéressés.

Allant plus loin, et n'hésitant pas à révéler les secrets d'Etat, le même a précisé : « C'est l'opinion qui a exigé une réaction du gouvernement ».

Et ce souci de tenir compte de l'opinion est non moins évident. Ainsi les mineurs, les agriculteurs, les cheminots et autres gaziens ont toujours eu l'oreille du pouvoir, et pourtant, font-ils partie de l'opinion ceux-là ?

## L'U.R.S.S. : 450.000 chercheurs scientifiques • Les U.S.A. : 387.000 • La France 40.000

Le livre le plus complet qui ait jamais paru sur l'organisation de la science française vient de sortir sous le titre « Pour une politique scientifique ». Il est vrai que ses deux auteurs Pierre Piganiol et Louis Villecourt connaissent admirablement leur sujet, auquel ils se consacrent depuis de longues années.

Les 300 pages de ce livre comprennent en réalité trois parties : le progrès et la place actuelle de la science dans le cadre d'une grande nation ; la structure et le développement de la science française ; et enfin la science dans quelques-uns des principaux pays.

Sans prendre parti pour ou contre les intentions françaises en matière de recherche scientifique pour les prochaines années, les auteurs ont le mérite de présenter avec toutes les nuances qui s'imposent l'ensemble de cette politique et notamment le chapitre du IV<sup>e</sup> Plan consacré à ce secteur. Car il y a beaucoup à dire et beaucoup à faire.

#### Les gouvernements et la science

Quelque opinion que l'on ait sur certains aspects de la recherche en France, il faut constater que, presque partout, les gouvernements s'adressent plus que jamais à leur science pour leur fournir des atouts politiques et militaires.

Les tableaux, établis par Pierre Piganiol et Louis Villecourt, de la recherche scientifique dans les principaux pays industriels, nous montrent précisément par des chiffres l'intérêt colossal qu'y attachent notamment les deux plus grandes nations.

Ainsi l'U.R.S.S. faisait état fin 1962 d'un effectif de 450.000 chercheurs scientifiques. On trouve là-bas un formidable « Service d'information scientifique centralisé », le premier de ce genre créé au monde. Il est chargé d'analyser toutes les revues scientifiques mondiales. 2.300 techniciens y travaillent à plein temps et 20.000 traducteurs à temps partiel.

Quant au nombre des publications scientifiques russes, il a augmenté de 522 % depuis 1950.

Aux USA, en 1962, on recensait 387.000 chercheurs et ingénieurs de recherches, dont 83.600 pour la seule activité aéro-spatiale. En 1951 les crédits américains pour la recherche, publics et privés, se montaient à 14 milliards de dollars, soit 7.000 milliards d'anciens francs.

La France, elle, possède 40.000 chercheurs environ, sans compter le personnel des techniciens affectés à la recherche. Mais toute comparaison dans le domaine de la science ne pourrait être faite sans être assortie de nombreux commentaires.

J. B.

(1) Flammarion, éditeur.

J. B.

(1) Edition France-Empire

## BON DÉMARRAGE DU M.C.A.A. DANS LES ARDENNES

(De notre correspondant particulier à Charleville E. Gilquin)

UNE soirée sur invitation — qui rassemblait près de cent cinquante personnes — avait été organisée mercredi 26 juin, au Foyer social de Charleville, au cours de laquelle, en première partie, était projeté le film *Octobre à Paris*, document unique, authentique et émouvant sur le drame algérien.

En seconde partie, notre camarade Andrée Viénot ouvrit le dossier du désarmement, exposant les terribles conséquences matérielles et humaines de la bombe atomique et mettant particulièrement l'accent sur les dangers de la force de frappe gauloise.

A l'issue de cet exposé, J.-Cl. Vion lança un appel en faveur du Mouvement contre l'armement atomique (M.C.A.A.), qui obtint un bon succès puisqu'une soixantaine de cartes de ce Mouvement furent placées sur-le-champ.

Distribution de tracts, vente de brochures et collecte (près de neuf

mille anciens francs recueillis) terminèrent cette intéressante réunion, qui prélude à la campagne contre la force de frappe entreprise dans tout le département.

Pour toute demande de renseignements concernant le M.C.A.A., s'adresser à D. Lévy, 21, rue d'Aubilly, à Charleville.

**Ils sont 8 emprisonnés.  
Leur crime : ils ont voulu l'indépendance de l'Algérie avant que De Gaulle s'y résigne.  
LIBEREZ PAUPERT ET SES CAMARADES!**

Papillon gommé  
Prix : 1 centime pièce. C.C.P. 59-26-65  
Payer à la commande :  
54, boulevard Garibaldi - Paris

## Tribune Socialiste fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour **29,50<sup>f</sup>** au lieu de **75<sup>f</sup>** l'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac **LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS** dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement, illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

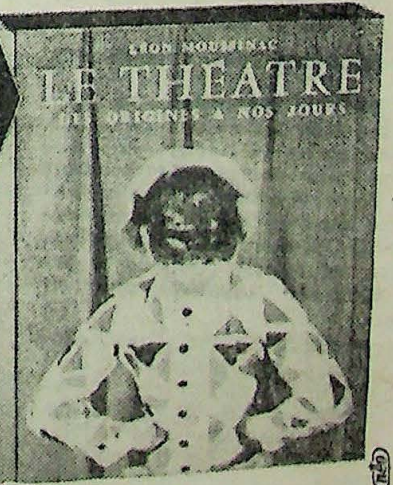
permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7<sup>e</sup>.

Une chance exceptionnelle nous

**BON** à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7<sup>e</sup>:

Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un  mandat  chèque  chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Service « T.S. »





## ECHOS DES ENTREPRISES

### Gouverner, c'est prévoir

La direction prétend qu'elle ne peut rien affirmer en ce qui concerne la durée du temps de travail au mois de septembre, l'effectif que doit garder l'usine et l'implantation future de cette usine.

Les délégués ont fait remarquer qu'une telle incertitude est difficilement acceptable par des travailleurs.

Ou bien, la direction cache ses projets réels et, alors, ça n'est pas la peine de faire des discours sur la franchise nécessaire.

Ou bien, elle dit vrai, et, en ce cas, c'est bien accablant pour une « grande société » que de ne pas être capable de prévoir ce qu'elle fera dans un mois.

### Réciproque impossible

Près du bureau de dessin, une petite affichette dit « Travaillez comme si vous aviez des actions dans la maison. »

Imaginez maintenant qu'on trouve dans un bureau directorial une affiche disant :

« Pour les questions de salaire et de boni, employeurs, raisonnez comme si vous n'aviez pas d'actions dans la maison. »

Impossible. Pas vrai ?

### Les paysans luttent

Ils ont raison car ils sont las de gagner moins pour produire de la nourriture que certains gagnent pour la revendre.

Ils sont las de voir les cours tomber sous prétexte de « surproduction », alors qu'il y a dans les villes un tas de braves gens qui comptent leurs sous et ne peuvent s'offrir une livre de fruits.

M. de Gaulle n'a su que leur répondre : « S'il y a crise agricole, la faute n'en revient pas au gouvernement, mais au Bon Dieu qui provoque la surproduction. »

Un enfant de quatre ans n'oserait pas dire semblable chose.

Dieu a bon dos pour encaisser la responsabilité d'un régime de profit.

Mais, pour frapper l'ouvrier et le paysan, de Gaulle ne compte pas sur Dieu, il envoie ses C.R.S.

Travailleurs des villes, la lutte des paysans est semblable à la nôtre.

Eux et nous vivons de notre travail.

Eux et nous avons les mêmes grands exploités.

Eux et nous avons les mêmes assommeurs.

Eux et nous pouvons tout si nous marchons ensemble.

### A propos de « la Nation »

Plus de cent mille jeunes à la Nation pour écouter Johnny Halliday. Et on entend des commentaires :

« Il y a eu des carreaux cassés et des autos abîmées. Il y avait des blousons noirs. Ah ! cette jeunesse. »

Oui mais : la population de Paris-banlieue a presque doublé depuis la guerre. Combien y a-t-il de piscines en plus ? Combien de terrains de sports ? Combien d'espaces verts ?

Seule, la police a quadruplé. Que reste-t-il à la jeunesse ?

Alors, nous disons : « Ceux qui débinent la jeunesse couvrent consciemment ou inconsciemment les saletés du régime de de Gaulle et de ses prédécesseurs. Et ceux qui approuvent la politique militaire gaulliste sont aussi responsables des blousons noirs que s'ils les avaient faits. »

(De L'Étincelle des entreprises du XIV<sup>e</sup> arrondissement.)

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>)).

# LES GAULLISTES TELS QU'ILS SONT...

de Pierre VIANSSON-PONTE

**P**IERRE VIANSSON-PONTE, chef du service politique du Monde, vient de publier un livre plein d'esprit, de talent et de renseignements précieux intitulé « Les gaullistes, rituel et annuaire » (1). Le « rituel » rappelle « La Chronique de la Cour » (en plus authentique).

Mais s'il y a « mille et un gaullismes », les hommes qui approchent ou ont approché le « guide » et qui figurent dans le dictionnaire de Viansson-Ponté « ont en commun d'avoir participé à deux ou trois grandes aventures : gaullisme de la France libre ou de la Résistance prolongé jusqu'au départ de 1946, gaullisme de la reconquête manquée du R.P.F., République gaullienne d'aujourd'hui ». Il fallait cependant opérer, parmi les « compagnons », un choix qui peut être discuté et qui entraîne « d'innombrables omissions ».

Tentons une classification. Il y a tout d'abord les renégats qui vont de l'intelligent Raymond Aron, partisan de l'indépendance de l'Algérie avant de Gaulle et qui est devenu « un adversaire décidé, mais désolé parfois du régime » aux activistes, partisans

avant les accords d'Evian ; Georges Pompidou, très différent du premier, gaulliste au tempérament de radical : « Que lui importe ce qu'on dit ! Ce qui compte d'abord, c'est ce que le général en pense, et tout indique qu'il en pense du bien. »

Une mention spéciale aux inconditionnels de type intellectuel, autres curiosités du musée de la V<sup>e</sup> République : à Malraux, ou plutôt à l'ombre de Malraux, dont Viansson-Ponté nous dit qu'il n'est plus le génie brûlant et prestigieux qui inquiète et séduit, l'enfant terrible du gaullisme : c'est un vieil oncle dont on tolère les fougades avec une indulgence amusée parce qu'aux yeux des voisins il honore la famille ; une mention particulière aux dévots, à Mauriac, « le meilleur polémiste de l'époque », qui adore de Gaulle et déteste les gaullistes, à Maurice Schumann qui « semble toujours porter sur lui un morceau de la vraie croix... de Lorraine ».

Mais si celui-ci demeure « déchiré entre deux fidélités » il en est dont la fidélité pendant la traversée du désert ne les empêcha pas de se désaltérer aux vases de la IV<sup>e</sup> République : citons le général Catroux, le compagnon de la « France libre » qui négocia plus tard le retour du Sultan avant que les tomates recues par Guy Mollet le 6 février 1953 ne l'empêchent d'aller à Alger ; Chaban-Delmas, ce ministre de Mendès-France, de Mollet et de Gaillard qui travaillait à saper la IV<sup>e</sup> République, ce maire dont la sveltesse élégance « explique que nombre de Bordelaises aient une faiblesse pour lui, bien que la première femme qui figure sur sa liste municipale occupe la trentième place alors qu'il n'a jamais eu plus de vingt élus ; Christian Fouchet encore, qui accompagna Mendès-France à Carthage le 31 juillet 1954.

### LA QUINTESSENCE DU REGIME

Parlons, enfin, de ceux qui sont en quelque sorte la quintessence du régime. Tout d'abord deux hommes d'argent : Albin Chalandon, directeur général de la Banque commerciale de Paris, administrateur de nombreuses sociétés, champion de l'économie « concertée » qui affirme sans sourire : « Oui, il faut domestiquer le capital » ; Marcel Dassault qui n'affiche pas les mêmes prétentions démagogiques que Chalandon, bien que la banque du premier finance les affaires du second qui sont innombrables, à commencer par les fameux « Mirage IV » de la force de frappe (l'Etat étant le meilleur client). M. Dassault, qui a financé le R.P.F. et les entreprises de Jacques Soustelle, de l'U.S.R.A.F. à l'U.N.R., possède aussi « Jours de France », et n'a jamais hésité à acheter un journal et à répandre ses libéralités sur les électeurs pour forcer les portes du Parlement où il siège toujours comme député U.N.R.

Ensuite deux hommes de complots : Jacques Foccard, fidèle entre les fidèles depuis la Résistance, ex-responsable du R.P.F., secrétaire général pour les affaires africaines et malgaches à l'Elysée, cet ancien du 13 mai étant « l'un de ceux qui ont le plus contribué à imprégner le compagnonnage de ce climat de société secrète, à lui donner cette allure policière, ce goût de la clandestinité, cette atmosphère « barbouze » ; Roger Frey, ministre de l'Intérieur, que l'auteur nous présente comme un politicien habile, dont l'habileté consistait, il est vrai, à réprimer les manifestations anti-O.A.S. au plus fort du danger O.A.S. M. Frey s'y connaissait pourtant en matière de travail clandestin : « On saura plus tard qu'il était l'auteur principal des « messages personnels » sibyllins et inquiétants diffusés quotidiennement par Radio-Alger pour accréditer le sentiment d'une vaste organisation et d'un complot d'envergure. Ces messages, a-t-il révélé depuis, n'avaient ni destinataire, ni signification. »

Que la IV<sup>e</sup> République ait cédé au chantage donne une idée de sa faiblesse et de la petitesse des hommes qui avaient mission de la défendre. Nous peindre ces derniers pourrait être, pour Viansson-Ponté, l'occasion de composer une autre galerie de portraits.

M. C.

(1) Editions du Seuil.



Photo Tribune

### André Malraux : Un inconditionnel de type intellectuel...

attardés de « l'Algérie française », hommes de la famille qui se sont dressés contre le chef : tels les généraux de Bénouville, Challe, Petit, tels Delbecq et Soustelle.

Autre cohorte curieuse : celle des gaullistes qui se prétendent de gauche ou en tout cas veulent concurrencer la gauche sur son terrain : Grandval, Capitant, Billoette, Vallon.

### INCONDITIONNELS AVEC OU SANS PERSONNALITE

Passons maintenant aux inconditionnels sans qualificatif, les plus gris, les plus ternes dont la caricature semble être ce colonel Bonneval, qui vit dans l'ombre du général depuis 1945 : « Quand de Gaulle est enrhumé, il éternue ; il rit quand son grand homme est gai et arbore une mine funèbre quand il est triste. »

Mais il y a aussi les inconditionnels que la confiance du prince a portés aux plus hauts emplois : Michel Debré, l'ennemi passionné de la IV<sup>e</sup> République, de l'intégration européenne et de l'indépendance de l'Algérie, mais qui finira par exécuter la « braderie », de Gaulle ayant refusé sa démission

### LES THESES DU P.C. CHINOIS :

Léninisme et Revisionnisme moderne ..... F 6,30

D'où proviennent les divergences ? .... F 7,20

Deux ouvrages reprenant intégralement des discours, articles, éditoriaux et documents récents du P.C. Chinois

La Cité - Editeur  
10, Métropole, Lausanne

Diffusion pour la France :  
F. MASPERO - Editeur  
21, rue du Cardinal-Lemoine, PARIS-V<sup>e</sup>

### PAUPERT Jean-Claude et 7 autres anticolonialistes sont en prison : ils ont lutté pour l'indépendance de l'Algérie.

De Gaulle refuse leur libération. Il les garde comme monnaie d'échange pour faire avaler l'amnistie de centaines d'O. A. S. assassins.

### PAS D'OTAGES ! Libérez PAUPERT ET SES CAMARADES!

1/4 de colombier  
Prix : 0,10 F pièce. C.C.P. 58-26-65  
Payer à la commande :  
54, boulevard Garibaldi - Paris



STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 17 au 23 juillet

### NOBLESSE OBLIGE

avec ALEC GUINNESS (en V. O.)

Au même programme

### LE GAUCHER (en V.O.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Coustan ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 17 au 23 juillet

### SENSO

(en V.O.)

### TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20  
Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX<sup>e</sup>) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
52-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



## Cinéma

### “Une corde pour te pendre” de Raoul Walsh

**J**UILLET-AOUT, c'est la saison du western; le retour sur l'écran des hommes aux épaules carrées et au cœur simple; le triomphe de l'audace, de la justice, de l'amour et quelquefois de la révolte... Parallèlement au « petit festival » du Napoléon, qui nous permet de revoir quelques classiques du genre (Les Cavaliers, Les Sept Mercenaires, Géronimo...), les caprices de la programmation nous offrent Une corde pour te pendre, de Raoul Walsh.

Cette bande, vieille de dix ans, est loin d'être parfaite; l'histoire que conte Walsh n'est cependant pas sans intérêt puisqu'un shérif service-service (Kirk Douglas) apprend à ses dépens à se méfier des ranchmen trop sûrs de leurs droits et trop près de leurs intérêts. Au terme d'une odyssée entrecoupée d'une embuscade, d'une grossière trahison et de quelques manigances de Virginia Mayo (la fille du suspect), le shérif s'aperçoit que la vérité n'est pas une chose simple; qu'elle est le résultat d'un long cheminement entre la tentation des apparences et la barrière de papier de la loi écrite.

On peut hausser les épaules; on peut sourire. On dira même plus justement que Kirk Douglas c'était quelqu'un d'autre dans Seuls sont les indomptés. Oui. Mais par les temps qui courent, les chefs-d'œuvre ne se trouvent pas sous le sabot du premier mustang venu...

Jean-Jacques Vernon.

## Télévision

### LA MÉMOIRE (trop) COURTE

**D**E plus en plus neutre et apolitique leur Marcellac... Si vous en doutez encore, la manière dont il nous a présenté la réconciliation franco-allemande, l'autre soir, à « Sept jours du monde », vous aura peut-être convaincu. On ne pouvait guère être plus aimable avec les ex-enemis héréditaires. Et quel belle illustration de collaboration culturelle que cet échange de professeurs de langue étrangère entre les académies militaires de Faxe Bonn-Paris. Un peu triste toutefois ce Cyrard télévisé à qui le baron de service fit dire que l'exécution de son père par les nazis en 1944 ne le concernait plus en 1963...

De telles insanités font partie maintenant de notre menu quotidien. Attaques sournoises contre les syndicats pour justifier les projets antigrève, apologie rituelle du génial président lors de ses foires-expositions périodiques, interviews complaisantes des ministres-aux-bottes. Images d'Épinal et grands dessins animés en arrière-plan pour le décevelage des familles assemblées devant le petit écran: c'est la rengaine qui n'en finit pas. Ou plutôt qui n'en finira qu'avec le retour au pouvoir d'une majorité démocrate.

Ce jour-là, Raymond Marcellac, l'homme à tout faire de la T.V.-UNR, n'aura pas de peine à se recaser: il vient de démontrer, en posant complaisamment par la page de mode d'un hebdomadaire de télévision (1), qu'il avait de réels talents de play-boy.

Criticus.

(1) T.V. France numéro 67.

## CINE-CLUB

“Tribune Socialiste”

La première réunion d'organisation du Ciné-Club de Tribune Socialiste a eu lieu lundi 15 juillet. Une douzaine de personnes étaient présentes.

Cette réunion de « contact » a permis de mettre sur pied un programme de travail. Plusieurs points sont d'ores et déjà à l'étude:

Choix d'une salle, parisienne de préférence (les directions du Montecarlo et du Studio 43 vont être contactées).

Choix du jour: mardi soir ou dimanche matin (sur cette question, nous aimerions avoir l'avis de nos lecteurs). Affiliation à la Fédération nationale des Ciné-Clubs, enfin constitution d'une raison sociale avec dépôt à la préfecture de police.

La prochaine réunion aura lieu dans la première quinzaine de septembre. La première séance, au cours de laquelle sera présenté Cuba si en première exclusivité à Paris et en France, étant prévue pour le début d'octobre.

# LA CHARGE VICTORIEUSE

de John HUSTON



**V**OICI plusieurs années que John Huston avait réalisé ce film, d'après un best-seller. La Metro-Goldwyn-Mayer, après y avoir pratiqué des coupures importantes, en avait pratiquement saboté l'exploitation: le film sort aujourd'hui seulement en France, et dans sa version mutilée.

Il s'agit de la peinture du caractère d'un jeune soldat pendant la Guerre de Sécession. Henry, combattant dans les rangs nordistes, est un jeune homme qui a peur. Il voit les autres, autour de lui, faire les braves. Il cache mal sa panique. Au premier engagement il fuit, erre quelque temps, puis retrouve son unité, presque mort de honte. On l'avait cru mort; il explique qu'il s'était perdu; on accepte son explication. Puis, lors des engagements suivants, il se couvre de gloire.

### Une vision nuancée de l'héroïsme militaire

Il n'y a pas là — du moins dans la version présentée — une mise en cause particulièrement radicale de l'héroïsme militaire: tout au plus une vision nuancée de cet héroïsme, analysé avec finesse dans un film sans concessions romanesques, sans femmes, objectif. L'apprentissage du jeune soldat d'abord couard, puis héros, l'attitude des officiers, tout cela peut choquer un adjudant de carrière scrongneugneu tel qu'on les voit dans la littérature antimilitariste classique (et tel qu'on en voit encore, d'ailleurs, de nos jours) mais il n'y a rien là qui choquerait un bon « colonel psychologue » moderne, au fait des techniques de maniement et de formation militaire.

Reste que le film de John Huston, interprété de manière éblouissante par Audie Murphy (qui n'a jamais, depuis, été aussi bon) est un récit sobre, honnête et remarquablement mis en scène, et qu'il faut, de toute façon, se féliciter qu'on puisse aujourd'hui prendre connaissance de ce « film maudit ». Peut-être un jour pourrions-nous voir la version intégrale telle qu'Huston l'avait conçue? Sait-on jamais?

L'apprentissage du jeune soldat...

### “JAMES BOND 007 CONTRE DR NO”

de Terence Young

**J**AMES BOND (Sean Connery) est un cousin de « O.S.S. 117 », mais un agent secret d'une autre envergure. Méthodique, méfiant, brutal, sans pitié le bonhomme; et ne rechignant pas à la besogne.

Il est vrai que le réalisateur (Terence Young) n'a pas lésiné sur les rebondissements, les accessoires, la figuration, les jolies femmes et la couleur. Sa mise en scène a du chien et son histoire ne traîne pas d'un cendrier à l'autre: les « silencieux » crachent, les morts débarrassent le plancher, on enchaîne sans sourciller et l'in vraisemblable s'efface derrière le fantastique futuriste (le laboratoire sous-marin) ou la décoration dalinienne (la salle à manger aquarium). Une guillotine vivante, ce James Bond; tour à tour mouche et araignée. L'impassible Dr No (Joseph Wiseman) en est sidéré. Nous aussi.

J.-J.V.

### Le commando de la dernière chance

**L**ORSQUE ce film était passé à la Semaine du cinéma soviétique, voici deux ans, il avait bénéficié d'une indulgence peut-être trop complaisante. Il s'appelait alors « Paix à celui qui vient au monde »; et je me souviens avoir été ému par cette histoire: des soldats de différentes nationalités se retrouvent, par-dessus la bataille, pour sauver une femme qui va accoucher; l'enfant nouveau, symbole de la paix retrouvée, de l'avenir radieux...

Il ne faut pas revoir ce film; les ficelles du mélo apparaissent, et l'oreille prend à penser, se remémorant d'excellents films comme Ciel pur ou Quand passent les cigognes, que si le cinéma soviétique a heureusement perdu sa sécheresse sectaire des temps staliniens, il l'a remplacée souvent par un sentimentalisme dangereusement proche, parfois, de la guimauve.

M.R.

## Livres

de Philippe BAUCHARD

### LA MYSTIQUE DU PLAN

**L**E Plan. Panacée, tarte à la crème, sujet inépuisable pour les journalistes en mal de copie. Et tous les ans, ça revient: 1°, 2°, 3°, 4°... enfin cinquième Plan.

La V<sup>e</sup> République n'a pas inventé le Plan, bien sûr, mais elle en a fait la charpente de sa politique. Des options qui, nécessairement sont prises, on peut qualifier les véritables tendances du régime gaulliste. Mais il ne suffit pas que les technocrates planificateurs projettent les lignes de force de l'économie moderne, il faut encore que l'intendance suive. Il faut aussi que cette économie de la France de demain soit inscrite dans la construction de l'Europe et du monde d'aujourd'hui. Si bien qu'entre la technocratie économique-financière et la pseudo technocratie politique, le régime gaulliste vacille et ne peut se fixer. Qui gagnera: les politiques ou les économistes? Et le Plan, en définitive, sera-t-il soumis — quant à sa finalité et à son exécution — au Commissariat au Plan, à Matignon ou à l'Élysée?

Le livre de Philippe Bauchard n'est pas clair à ce sujet. Il expose, certes, dans un style alerte les différentes données du problème. Il campe avec verveur les multiples personnages. Il dessine les écoles où s'apparentent — et se forment — les hommes qui tiennent en fait les ficelles de la grande machinerie planiste.

Mais, au terme de la lecture de ce livre touffu, assez mal découpé et où les sujets se recourent et rebondissent trop souvent, on reste sur sa faim. L'UNR est un peu étrillée mais de Gaulle est fortement ménagé. La technocratie, caractéristique de la V<sup>e</sup> République, si elle est dénoncée n'est point attaquée avec force. Enfin, nulle solution n'est apportée en conclusion qui pourrait inciter la classe ouvrière et rurale à s'intéresser au système planificateur. Dans les dix chapitres et les 270 pages du livre, on aurait aimé lire une esquisse de ce que pourrait être une véritable société démocratique dans laquelle les corps intermédiaires seraient la véritable charpente d'un plan inspiré par le peuple, mis au point par les spécialistes et contrôlé par la représentation politique.

Bertrand Renaudot

Arthaud, éditeur, 15 francs.

### LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin  
Paris - ORN. 41-25

Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN

14 vol. reliés 24 par mois

Veuillez m'adresser GRATUITEMENT et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann Chatrian

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

DON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30, rue de Grenelle 7<sup>e</sup>

T.S. 3